

bec ou du directeur des services économiques ou du conseiller en administration à New York, du délégué général du Québec ou du directeur des services économiques à Paris, du délégué général du Québec ou du directeur des services économiques ou de l'attaché à l'administration à Tokyo, du représentant du Québec au bureau du Québec à Munich ou du chef de poste du bureau du Québec à Toronto, soit autorisé, au nom du Québec, à signer la convention de programme, toutes modifications jugées nécessaires ou utiles à celle-ci, tout document nécessaire ou utile pour obtenir, le cas échéant, l'inscription des billets à la cote d'une bourse, toute convention, entente ou confirmation relative à une transaction d'emprunts conclue dans le cadre du régime d'emprunts qui est l'objet des présentes et la garantie du Québec inscrite sur tout billet, et à signer tout autre document et prendre toute autre mesure jugés nécessaires ou utiles relativement à l'émission et à la vente des billets, à leur garantie par le Québec et à l'exécution des dispositions des présentes ».

3. QUE n'importe laquelle des personnes mentionnées au paragraphe 4 du dispositif du décret 1850-93 du 15 décembre 1993, tel que modifié par les décrets 1763-94 du 14 décembre 1994 et 1097-95 du 16 août 1995 et par le présent décret, soit autorisée, au nom du Québec, à prendre toute mesure et à signer et livrer toute entente ou tout autre document, y compris une convention de programme amendée, qu'elle jugera nécessaire ou utile aux fins des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

27867

Gouvernement du Québec

Décret 683-97, 21 mai 1997

CONCERNANT une entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario relative à l'échange de renseignements concernant l'imposition des sociétés

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 9 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31), le ministre du Revenu du Québec peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure tout accord avec tout gouvernement pour faciliter l'exécution d'une loi fiscale et pour éviter la double imposition;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 70 de cette même loi, un accord conclu en vertu de l'article 9 avec un autre gouvernement peut avoir pour objet l'échange de renseignements obtenus en vertu d'une loi fiscale et en

vertu d'une loi de cet autre gouvernement imposant des droits;

ATTENDU QUE l'échange de renseignements concernant l'imposition des sociétés entre le ministère du Revenu du Québec et le ministère des Finances de l'Ontario faciliterait l'application des lois fiscales québécoises et permettrait d'éviter la double imposition;

ATTENDU QUE l'entente à intervenir constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette même loi, une entente intergouvernementale canadienne doit, comme condition de validité, être approuvée par le gouvernement et porter la signature du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État de l'Économie et des Finances, du ministre délégué au Revenu et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE soit approuvée l'entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario relative à l'échange de renseignements concernant l'imposition des sociétés, dont le texte sera substantiellement conforme à celui du projet joint à la recommandation du présent décret;

QUE le ministre d'État de l'Économie et des Finances soit autorisé à signer cette entente conjointement avec le ministre délégué au Revenu et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

27868

Gouvernement du Québec

Décret 684-97, 21 mai 1997

CONCERNANT une entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Alberta relative à l'échange de renseignements concernant l'imposition des sociétés

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 9 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31), le ministre du Revenu du Québec peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure tout accord avec tout gouvernement pour faciliter l'exécution d'une loi fiscale et pour éviter la double imposition;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 70 de cette même loi, un accord conclu en vertu de l'article 9 avec un autre gouvernement peut avoir pour objet l'échange de renseignements obtenus en vertu d'une loi fiscale et en vertu d'une loi de cet autre gouvernement imposant des droits;

ATTENDU QUE l'échange de renseignements concernant l'imposition des sociétés entre le ministère du Revenu du Québec et le Trésor provincial de l'Alberta faciliterait l'application des lois fiscales québécoises et permettrait d'éviter la double imposition;

ATTENDU QUE l'entente à intervenir constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette même loi, une entente intergouvernementale canadienne doit, comme condition de validité, être approuvée par le gouvernement et porter la signature du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État de l'Économie et des Finances, du ministre délégué au Revenu et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE soit approuvée l'entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Alberta relative à l'échange de renseignements concernant l'imposition des sociétés, dont le texte sera substantiellement conforme à celui du projet joint à la recommandation du présent décret;

QUE le ministre d'État de l'Économie et des Finances soit autorisé à signer cette entente conjointement avec le ministre délégué au Revenu et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

27869

Gouvernement du Québec

Décret 685-97, 21 mai 1997

CONCERNANT l'acquisition et l'aliénation de droits immobiliers par la Société du Centre des congrès de Québec

ATTENDU QUE la Société du Centre des congrès de Québec est une personne morale instituée en vertu de la Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec (L.R.Q., c. S-14.001);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 20 de la Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec, la Société du Centre des congrès de Québec ne peut notamment acquérir, aliéner, céder par bail ou autrement ou donner en garantie un immeuble sans l'autorisation du gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du décret 1039-96 du 21 août 1996, la Société du Centre des congrès de Québec a été autorisée à acquérir notamment l'immeuble situé au 1000, boulevard René-Lévesque Est, Québec, ainsi que tous les titres et droits y afférents;

ATTENDU QUE la Société du Centre des congrès de Québec doit, dans le cadre d'un acte général de servitude de bon voisinage avec les propriétaires d'immeubles voisins tels Place Québec Inc., Hilton Place Québec Ltée et Société immobilière du Québec, acquérir et aliéner certains autres droits immobiliers afférents et relatifs aux immeubles du Centre des congrès de Québec;

ATTENDU QUE l'acte de servitude de bon voisinage prévoit l'acquisition et l'aliénation de certains droits immobiliers tels des servitudes à la fois en faveur et contre des immeubles propriété de la Société du Centre des congrès de Québec et d'autres immeubles propriété des voisins mentionnés plus haut;

ATTENDU QUE l'acte de servitude de bon voisinage auquel la Société du Centre des congrès de Québec doit adhérer pourra et devra être modifié de temps à autre;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la Société du Centre des congrès de Québec à signer cette convention d'acte de servitude de bon voisinage;

ATTENDU QUE la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce est chargée de l'application de la Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce:

QUE la Société du Centre des congrès de Québec soit autorisée à signer, en tant que propriétaire des immeubles du Centre des congrès de Québec, un acte de servitude de bon voisinage qui prévoit notamment l'acquisition et l'aliénation de certains droits immobiliers afférents et relatifs aux immeubles du Centre des congrès de Québec, selon des termes substantiellement semblables à ceux apparaissant au projet joint à la recommandation ministérielle au soutien du présent décret;

QUE la Société du Centre des congrès de Québec soit autorisée à signer de temps à autre tout avenant ou